

Le 1^{er} Mai, soyons offensifs !

dimanche 29 avril 2012, par [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 24 avril 2012).

Nous sommes à la croisée des chemins, soit nous courbons l'échine devant les politiques d'austérité, les diktats du patronat et des marchés financiers, soit nous passons à l'offensive pour défendre les acquis sociaux, pour en conquérir de nouveaux et imposer une autre répartition des richesses.

La finance internationale, les multinationales et les oligarchies politiques, veulent infliger une défaite majeure aux classes ouvrières du monde, mettre à genoux les populations, pour perpétuer un système capitaliste qui nous mène à la ruine, engendre pauvreté et précarité.

L'explosion des profits financiers des entreprises et des dividendes versés aux actionnaires, la liberté de circulation des capitaux, la fraude fiscale des plus riches, le développement des paradis fiscaux, ont permis le plus grand hold-up des richesses produites par les salarié-es et plongé des millions de personnes dans la misère et le chômage.

La construction libérale de l'Europe doit être défaite et refondée sur des principes de solidarité et de coopération entre les peuples. Il faut en finir avec le dumping fiscal et social, les politiques d'austérité et le déni de démocratie imposés par les traités successifs dont le dernier sur la « règle d'or ».

Les dégâts du Sarkozysme et du MEDEF

Nicolas Sarkozy a choisi d'être le Président des riches et du MEDEF : contre-réformes des impôts sur le revenu et des sociétés, qui favorisent les plus riches et privent de recettes les services publics, allègement de l'impôt sur la fortune, défiscalisation des heures supplémentaires, augmentation de la TVA... Alors que l'impôt sur les sociétés est théoriquement de 33%, les grandes entreprises du CAC 40 sont imposées, dans les faits, à 8 % et les petites entreprises le sont à 28 %.

Les niches fiscales représentent 75 milliards d'euros chaque année : ce sont majoritairement les contribuables les plus aisés qui en profitent le plus !

5 millions de chômeurs et chômeuses, 8 millions de personnes sous le seuil de pauvreté : depuis 2007, c'est 35 % de chômeurs/chômeuses en plus ! Ces derniers sont considérés comme des « fraudeurs qui abusent de l'assistanat » alors même que 60% d'entre eux ne sont pas indemnisés par l'assurance chômage et sont obligés de survivre avec les minima sociaux.

Le projet d'accord « compétitivité/emploi » pour Sarkozy et le MEDEF vise à détruire toutes les garanties collectives du contrat de travail, à nous faire travailler plus pour gagner moins. Nous devons peser sur les négociations qui reprennent le 16 mai pour empêcher cette régression sociale majeure inacceptable.

Depuis 2007, le gouvernement n'a donné aucun coup de pouce au SMIC, encourageant le patronat à poursuivre sa logique de « modération salariale ». Dans la Fonction publique, la valeur du point est gelée depuis juillet 2010 et la perte de pouvoir d'achat depuis 2007 est de 6 %.

Aucun rattrapage des pensions n'a été mis en œuvre alors que l'indexation des pensions sur les prix a entraîné une perte de pouvoir d'achat des retraités qui se cumule chaque année et représente un

retard de 17% en 15 ans sur le salaire moyen.

L'égalité salariale entre les femmes et les hommes devait être réalisée au 31 décembre 2010 selon Nicolas Sarkozy : promesse non tenue comme tant d'autres.

L'écart salarial reste de 25 % et au niveau des retraites, la pension moyenne des femmes est inférieure de 40 % à celle des hommes !

Alors même qu'il faudrait des services publics plus nombreux, mieux répartis sur tout le territoire et les quartiers populaires, répondant mieux aux besoins de l'ensemble de la population, 150 000 emplois ont été supprimés en 5 ans, dans la Fonction publique d'Etat, avec le non renouvellement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. La Fonction publique hospitalière et la Fonction publique territoriale ne sont pas mieux loties.

La remise en cause de la retraite à 60 ans en 2010, le recul à 62 ans de l'âge de départ et à 67 ans de l'âge annulant la décote, l'allongement du nombre d'annuités nécessaires s'inscrivent dans un vaste démantèlement de notre système de protection sociale. L'accès à la santé est remis en cause, la prise en charge de l'aide à la perte d'autonomie qui devait être un grand chantier a été remise à plus tard.

Nous avons assisté à la mise en place d'une politique xénophobe et raciste au plus haut niveau de l'État. Elle s'inscrit parfaitement dans la même logique que celle du Front National qui demeure le pire ennemi des salarié-es des chômeurs/ chômeuses, des précaires et des retraité-es.

Le 1^{er} Mai et après, sans lutte, rien ne nous sera donné !

Les luttes dans le privé comme dans le public n'ont jamais cessé mais la question de leurs convergences pour peser sur notre avenir reste posées. La détermination des salariés d'Arcelormittal nous montre la voie. Tous ensemble, nous devons construire dès maintenant la coordination nationale des luttes pour le droit à l'emploi, une protection sociale de haut niveau, des services publics de qualité, une autre répartition des richesses et l'instauration d'une démocratie sociale sur les choix économiques et sociaux prioritaires, tenant compte des impératifs écologiques.

Quelle que soit l'issue des élections, le changement dépend de nous, de notre volonté et de notre capacité à faire plier le patronat, les puissances d'argent, et les gouvernements qui veulent nous faire payer leur crise.

Tract Solidaires
